



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/44/Add.1
3 novembre 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire

Additif

Décisions et avis adoptés par le Groupe de travail
sur la détention arbitraire

1. Dans le présent document figurent les décisions adoptées par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa dix-septième session, tenue en novembre/décembre 1996, et - conformément à la décision adoptée par le Groupe de travail, et annoncée par son Président/Rapporteur à la cinquante-troisième session de la Commission, d'émettre des avis plutôt que d'adopter des décisions - les avis adoptés à sa dix-huitième session, tenue en mai 1997, et à sa dix-neuvième session, tenue en septembre 1997.

Un tableau énumérant tous les avis adoptés par le Groupe de travail en 1997 et les données statistiques y relatives figurent dans le rapport principal du Groupe de travail.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Décision No 37/1996 (Nigéria)	3
Décision No 38/1996 (Nigéria)	6
Décision No 39/1996 (Maroc)	8
Décision No 40/1996 (Gambie)	10
Décision No 41/1996 (Liban)	12
Décision No 42/1996 (Indonésie)	14
Décision No 43/1996 (Pérou)	17
Décision No 44/1996 (Colombie)	19
Décision No 45/1996 (Pérou)	20
Décision No 46/1996 (Pérou)	22
Décision No 47/1996 (Pérou)	24
Décision No 48/1996 (Pérou)	25
Décision No 49/1996 (Pérou)	26
Avis No 1/1997 (Iraq)	27
Avis No 2/1997 (République arabe syrienne)	30
Avis No 3/1997 (Koweït)	32
Avis No 4/1997 (Malaisie)	34
Avis No 5/1997 (Indonésie)	36
Avis No 6/1996 (Etats-Unis d'Amérique)	39
Avis No 7/1996 (Kirghizistan)	41
Avis No 8/1996 (France)	44
Avis No 9/1996 (Viet Nam)	45
Avis No 10/1997 (Mexique)	46
Avis No 11/1997 (Mexique)	47
Avis No 12/1997 (Ethiopie)	49
Avis No 13/1997 (Tunisie)	51
Avis No 14/1997 (Fédération de Russie)	52
Avis No 15/1997 (Bahreïn)	54

DECISION No 37/1996 (NIGERIA)

Communication adressée au Gouvernement nigérian le
11 juillet 1996.

Concernant : Annimmo Bassey, George Onah et Rebecca Onyabi Ikpe,
d'une part, et la République fédérale du Nigéria, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail a noté avec préoccupation qu'à cette date, le Gouvernement ne lui a transmis aucune information sur les cas en question. Le délai de 90 jours depuis la transmission de la lettre du Groupe de travail s'étant écoulé, force est au Groupe de travail de rendre sa décision au sujet des cas de détention présumée arbitraire portés à sa connaissance.
3. En vue de prendre une décision, le Groupe de travail a examiné si les cas considérés entraient dans l'une, ou plusieurs, des trois catégories suivantes :
 - I. Cas dans lesquels la privation de liberté est arbitraire, car il n'est manifestement pas possible de la rattacher à une quelconque base légale (tels que le maintien en détention au-delà de l'exécution de la peine ou malgré une loi d'amnistie);
 - II. Cas dans lesquels la privation de liberté concerne des faits faisant l'objet de poursuites ou d'une condamnation relatives à l'exercice des droits et libertés protégés par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (pour les Etats parties);
 - III. Cas dans lesquels le non-respect de tout ou partie des normes internationales relatives au droit à un procès équitable est tel qu'il confère à la privation de liberté, quelle qu'elle soit, un caractère arbitraire.
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement nigérian. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement alors que l'occasion lui a été donnée de le faire.
5. La communication présentée par la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, concerne les personnes suivantes :

a) Annimmo Bassey, âgé de 37 ans, poète, militant écologiste, Secrétaire général de l'Association of Nigerian Authors, Président de l'Environmental Rights Action, Président de la zone sud de la Civil Liberties Organization et membre dirigeant du réseau nouvellement constitué Oilwatch International Network qui soutient les communautés vivant dans les régions exploitées par l'industrie pétrolière, aurait été arrêté le 5 juin 1996, au moment où il quittait le Nigéria pour le Ghana, où il comptait participer à une conférence sur l'environnement organisée par Friends of the Earth. Apparemment, Bassey a été arrêté pour l'empêcher de prendre la parole à cette conférence. Il serait détenu en application du décret No 2 de 1984, qui permet une détention indéterminée sans inculpation, au siège du Federal Investigations and Intelligence Bureau à Ikoyi, Lagos.

b) George Onah, journaliste, correspondant pour les problèmes de défense de *Vanguard*, journal indépendant, aurait été arrêté le 10 mai 1996, en rapport avec un article qu'il avait écrit sur le remaniement du personnel militaire. Il a été rapporté qu'il avait été détenu pendant quelques heures, puis relâché, mais à nouveau arrêté cinq jours plus tard. Selon la source, il serait détenu au secret et ferait l'objet de pressions pour qu'il révèle ses sources.

c) Rebecca Onyabi Ikpe, fonctionnaire, belle-soeur du colonel Bello-Fadile, dont la date de l'arrestation n'a pas été communiquée, était actuellement détenue à la prison de Zaria dans l'Etat de Kaduna. Il a été rapporté que le colonel Bello-Fadile était accusé de trahison et se trouvait aussi en détention. Selon la source, Ikpe serait accusée de complicité par assistance, en rapport avec un acte de trahison, pour avoir transmis à d'autres personnes le texte de l'argumentation présentée pour sa défense par le colonel Bello-Fadile. Elle aurait été jugée par un tribunal militaire secret et condamnée, le 14 juillet 1995, à la prison à perpétuité. Le 1er octobre 1995, cette condamnation aurait été commuée en 15 ans de réclusion.

6. Il ressort des faits décrits ci-dessus que les personnes en question sont détenues simplement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression et que, dans le cas de Rebecca Onyabi Ikpe, sa condamnation a été prononcée par un tribunal militaire secret, devant lequel les accusés n'ont le droit ni d'être informés en détail des accusations formulées contre eux, ni d'être défendus par un conseil de leur choix, ni de disposer d'un temps suffisant pour préparer leur défense, ni de faire appel de la condamnation et de la peine prononcées contre eux. En ce qui concerne les cas d'Annimmo Bassey et de George Onah, le Groupe de travail a pris note du fait qu'on a invoqué le décret No 2 de 1984 sur la sécurité de l'Etat, ainsi que du fait que ce décret permettait de garder une personne au secret pendant une période illimitée, sans inculpation ni jugement.

7. Il ressort de ce qui précède que la détention des personnes susmentionnées est arbitraire étant donné qu'il s'agit, d'une part, d'une violation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable d'une gravité telle qu'elle confère à cette détention un caractère arbitraire (art. 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas

soumis au Groupe de travail); et, d'autre part, d'une détention imposée en violation du droit de ces personnes à la liberté d'opinion et d'expression (art. 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et catégorie II des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail).

8. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide :

De déclarer arbitraire la détention d'Annimmo Bassey, de George Onah et de Rebecca Onyabi Ikpe car elle est contraire aux articles 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux articles 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auxquels la République fédérale du Nigéria est partie, et relève des catégories II et III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

9. Suite à sa décision de déclarer arbitraire la détention d'Annimmo Bassey, de George Onah et de Rebecca Onyabi Ikpe, le Groupe de travail demande au Gouvernement nigérian de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation afin de la rendre conforme aux dispositions et principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 38/1996 (NIGERIA)

Communication adressée au Gouvernement nigérian le
20 février 1996.

Concernant : George Mbah et Mohammed Sule, d'une part, et la
République fédérale du Nigéria, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail a noté avec préoccupation qu'à cette date, le Gouvernement ne lui a transmis aucune information sur les cas en question. Le délai de 90 jours depuis la transmission de la lettre du Groupe de travail s'étant écoulé, force est au Groupe de travail de rendre sa décision au sujet des cas de détention présumée arbitraire portés à sa connaissance.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision No 37/1996).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement nigérian. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement alors que l'occasion lui a été donnée de le faire.
5. La communication présentée par la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, concerne les personnes suivantes :
 - a) George Mbah, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire "Tell", aurait été arrêté le 5 mai 1995. En juillet 1995, il aurait été jugé en secret par un tribunal militaire spécial et condamné à la prison à perpétuité pour avoir "publié des documents de nature à entraver le travail du tribunal chargé de juger les comploteurs du coup d'Etat" et pour avoir "induit le public en erreur". Le 10 octobre 1995, il a été annoncé que la peine avait été ramenée à 15 ans de réclusion. Le procès de M. Mbah et des autres journalistes jugés avec lui aurait violé plusieurs normes admises sur le plan international concernant le droit à un procès équitable. En particulier, ces personnes n'auraient eu le droit ni de prendre connaissance des détails des accusations formulées contre elles, ni d'être défendues par un avocat de leur choix, ni de pouvoir préparer leur défense de manière convenable, ni d'être jugées en audience publique ni de faire appel du jugement rendu contre elles.
 - b) Mohammed Sule, âgé de 39 ans, écrivain, a été arrêté le 9 février 1995 et est détenu depuis cette date sans inculpation ni jugement. Il serait détenu en application du décret No 2 de 1984 sur la sécurité de l'Etat (détention de personnes), qui permettait de garder une personne au secret sans inculpation ni jugement pendant une période indéterminée. Il se trouverait à la prison de Kaduna et aurait été soumis à la torture au début de sa détention, à Aso Villa, la résidence officielle du Président Sani Abacha.

Il pourrait être détenu en rapport avec un film documentaire qu'il comptait faire sur la vie culturelle, économique et politique du Nigéria depuis les années 80, et pour la réalisation duquel il aurait reçu l'accord verbal du bureau de presse du Président en novembre 1994.

6. Les faits décrits ci-dessus ne sont pas inconnus au Groupe de travail en ce qui concerne le Nigéria. En effet, dans plusieurs décisions relatives à ce pays, le Groupe de travail a noté qu'on y avait recours à diverses procédures d'urgence contre des journalistes, des écrivains, des dirigeants politiques, des défenseurs des droits de l'homme, etc., qui étaient souvent condamnés à de lourdes peines de prison (voire à la peine capitale) simplement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. Les condamnations sont prononcées par un tribunal militaire secret au terme d'un procès où les accusés n'ont le droit ni d'être informés en détail des accusations formulées contre eux, ni d'être défendus par un conseil de leur choix, ni de disposer d'un temps suffisant pour préparer leur défense, ni de faire appel de la condamnation et de la peine prononcées contre eux. C'est ce qui s'est produit dans le cas de George Mbah. En ce qui concerne le cas de Mohammed Sule, le Groupe de travail a pris note du fait qu'on a invoqué le décret No 2 de 1984 sur la sécurité de l'Etat, ainsi que du fait que ce décret permettait de garder une personne au secret pendant une période illimitée, sans inculpation ni jugement.

7. Il ressort de ce qui précède que la détention des personnes susmentionnées est arbitraire étant donné qu'il s'agit, d'une part, d'une violation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable d'une gravité telle qu'elle confère à cette détention un caractère arbitraire (art. 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail); et, d'autre part, d'une détention imposée en violation du droit de ces personnes à la liberté d'opinion et d'expression (art. 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et catégorie II des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail).

8. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide :

De déclarer arbitraire la détention de George Mbah et de Mohammed Sule car elle est contraire aux articles 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux articles 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auxquels la République fédérale du Nigéria est partie, et relève des catégories II et III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

9. Suite à sa décision de déclarer arbitraire la détention de George Mbah et de Mohammed Sule, le Groupe de travail demande au Gouvernement nigérian de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation afin de la rendre conforme aux dispositions et principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 39/1996 (MAROC)

Communication adressée au Gouvernement marocain le 2 août 1996.

Concernant : Andala Cheikh Abilil, Abdellah Ouali Lekhfaoui, Salek Leghdat Bambari, Abdellah Dafa Mohamed, Mohamed M'barek Kharchi, Saleh Mohamed-Lamin Baiba, Abdellah Mustapha Sid-Ahmed, Sid-Ahmed Ahmed Mustafa, Ahmed Nabt Ahmed, Mansour Ali Sid-Ahmed et Driss Houssein Khatairi El Fakraoui, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au Gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention prétendument arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail a noté avec préoccupation qu'à cette date le Gouvernement ne lui a transmis aucune information sur les cas en question. Le délai de 90 jours depuis la transmission des cas s'étant écoulé, force est au Groupe de travail de rendre sa décision au sujet des cas de détention prétendument arbitraire portés à sa connaissance.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision No 37/1996).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement marocain. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement alors que l'occasion lui a été donnée de le faire.
5. Selon la communication dont un résumé a été transmis au Gouvernement, plusieurs jeunes Sahraouis auraient été arrêtés le 20 mai 1996 dans la ville de Boujdor par les autorités marocaines pour avoir distribué des tracts et brandi des drapeaux de la RASD (l'auto-proclamée "République arabe sahraouie démocratique") au cours d'une manifestation. Parmi les personnes arrêtées figurent : Andala Cheikh Abilil, Abdellah Ouali Lekhfaoui, Salek Leghdat Bambari, Abdellah Dafa Mohamed, Mohamed M'barek Kharchi, Saleh Mohamed-Lamin Baiba, Abdellah Mustapha Sid-Ahmed, Sid-Ahmed Ahmed Mustafa, Ahmed Nabt Ahmed et Mansour Ali Sid-Ahmed.
6. D'après la source, les jeunes gens arrêtés auraient été immédiatement transférés, les yeux bandés, à la prison secrète des Compagnies mobiles d'intervention (CMI) à El Ayoun où ils auraient été interrogés et maltraités. Certains parmi eux auraient été condamnés par un tribunal à El Ayoun à des peines d'emprisonnement allant de 18 mois à 7 ans.
7. Un autre jeune Sahraoui, Driss Houssein Khatairi El Fakraoui, aurait été arrêté le 22 janvier 1996 à son domicile à El Housseima par la police marocaine et aurait été condamné le 7 février 1996 par le tribunal d'appel

de El Housseima à huit années de prison ferme. Le Groupe de travail n'a pas été informé quant aux chefs d'accusation dont il a été reconnu coupable.

8. Selon la source, les procès intentés à l'encontre des jeunes Sahraouis en question n'auraient pas été des procès équitables et les peines de prison imposées seraient disproportionnées par rapport aux actes qui leur sont attribués.

9. Les faits tels que décrits ci-dessus sont de la même nature que ceux que le Groupe de travail a eu à apprécier dans sa décision No 4/1996. Il s'agit de personnes qui ont été arrêtées lors de manifestations pro-RASD au cours desquelles elles ont distribué des tracts ou brandi des drapeaux. Ainsi que le Groupe de travail a déjà eu à le constater, les condamnations qui frappent ces personnes interviennent le plus souvent au terme de procès sommaires, alors qu'en manifestant elles n'ont fait qu'exercer pacifiquement leur droit à la liberté d'opinion et d'expression puisqu'il n'est pas rapporté qu'elles aient fait usage de violences.

10. Le Groupe est dès lors d'avis que la détention des personnes susmentionnées est arbitraire puisque intervenue en violation de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Royaume du Maroc est partie.

11. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide ce qui suit :

La détention des personnes susmentionnées est considérée comme arbitraire car elle implique la violation des articles 9 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Royaume du Maroc est partie, et relève de la catégorie II des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe.

12. Ayant déclaré arbitraire la détention des personnes susmentionnées, le Groupe de travail demande au Gouvernement du Royaume du Maroc de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, de manière à la rendre conforme aux normes et principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 40/1996 (GAMBIE)

Communication adressée au Gouvernement gambien le 20 février 1996.

Concernant : Jobarteh Manneh et 24 autres personnes, ainsi que Hussainu Njai et neuf autres personnes, d'une part, et la Gambie, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au Gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail a noté avec préoccupation qu'à cette date le Gouvernement ne lui a transmis aucune information sur les cas en question. Le délai de 90 jours depuis la transmission de la lettre du Groupe de travail s'étant écoulé, force est au Groupe de travail de rendre sa décision au sujet des cas de détention présumée arbitraire portés à sa connaissance.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement gambien. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement alors que l'occasion lui a été donnée de le faire.
5. Selon la communication soumise par la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, 35 personnes auraient été arrêtées vers le 12 octobre 1995 et seraient détenues dans un hangar désaffecté de la caserne Fayara à Bakau, à l'extérieur de la capitale. Il serait refusé à ces personnes de recevoir des visites de leurs familles; elles auraient en outre beaucoup de difficultés à entrer en contact avec leurs avocats. Parmi les 35 personnes détenues, il y aurait 25 partisans du People's Progressive Party (PPP), qui seraient inculpés de sédition et auraient été mis en liberté sous caution le 12 janvier 1996, mais à nouveau arrêtés le même jour. Leurs noms seraient les suivants : Jobarteh Manneh, Batch Samba Jallow, Mama Jawara (f), Ismaila Jawara, Adama Ceesay (f), Alhaji Mori Kebba Saidykhan, Lang Hawa Sonko, Bakary Camara, Sainey Faye, Omar Bah, Saraney Jatta, Fansu Jawara, Yaya Darboe, Foday Ceesay, Ebrima Sonko, Kosso Taylor (f), Malamin Sonko, Landing Camara, Kebba Tunkara, Lamin Kanaju, Mustapha Dibba, Mustapha Ceesay, Dabo Colley, Mobou Kebbeh et Buna Kebbeh. Ces personnes auraient été mises en liberté sous caution par le magistrat conformément à la disposition du décret qui permet une mise en liberté sous caution après 90 jours de garde à vue. Selon la source, leur nouvelle arrestation n'aurait pas de base légale bien établie. Un décret aurait été pris le 10 janvier pour permettre de les arrêter à nouveau, mais, le 12 janvier, ce décret n'aurait pas été invoqué devant le tribunal par le Procureur adjoint agissant en qualité de conseil pour l'accusation, ce qui donnait à penser qu'il n'avait alors pas encore été

publié. De l'avis de la source, un décret avait été appliqué rétroactivement pour justifier les actes illégaux commis par les autorités.

6. Au moins dix autres personnes, qui auraient également été arrêtées vers le 12 octobre 1995, restaient détenues sans inculpation, en infraction au décret susmentionné qui dispose qu'un détenu doit être traduit en justice dans un délai de 90 jours. Leurs noms seraient les suivants : Hussainu Njai, Alagi Amadi Sabally, Mamadou Cadicham, Omar Jallow, Malang Fatty, Ansumana Fadera, Babucarr Ceesay, Mohamed Lamin Ba, Modou Jammeh et Saidy Wan.

7. Il ressort de ce qui précède :

a) En ce qui concerne Jobarteh Manneh et les 24 autres personnes qui seraient des partisans du PPP, l'ancien parti au pouvoir, que le fait qu'ils ont à nouveau été arrêtés le 12 janvier 1996 alors même qu'ils venaient d'être mis en liberté sous caution plusieurs heures auparavant après avoir été gardés à vue pendant 90 jours semble être arbitraire, étant donné qu'il est impossible de le rattacher à une quelconque base légale. En fait, comme l'a noté la source sans être contestée par le Gouvernement, malgré l'occasion qui lui a été donnée de le faire, le décret du 10 janvier 1996 qui aurait permis une nouvelle arrestation n'a pas été invoqué par l'accusation à l'audience du 12 janvier 1996, ce dont on ne peut que déduire que ce décret n'avait à ce moment-là pas encore été pris et qu'un décret a été appliqué rétroactivement pour justifier les actes illégaux commis par les autorités.

b) En ce qui concerne Hussainu Njai et neuf autres personnes, leur maintien en détention au-delà de la limite légale de 90 jours, sans être présentés à un juge, comme le prévoit la loi gambienne, ne peut lui non plus être rattaché à une quelconque base légale.

8. Il découle des considérations ci-dessus que la détention de toutes les personnes susmentionnées est arbitraire étant donné qu'il est impossible de la rattacher à une quelconque base légale (catégorie I des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail).

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide :

De déclarer arbitraire la détention des 35 personnes susmentionnées car elle est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auxquels la Gambie est partie, et relève de la catégorie I des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

10. Suite à sa décision de déclarer arbitraire la détention des 35 personnes susmentionnées, le Groupe de travail demande au Gouvernement gambien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation afin de la rendre conforme aux dispositions et principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 41/1996 (LIBAN)

Communication adressée au Gouvernement libanais le
20 février 1996.

Concernant : Ziad Abi-Saleh et Jean-Pierre Daccache, d'une part,
et la République libanaise, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au Gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention prétendument arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail a noté avec appréciation l'information transmise par le Gouvernement en question sur les cas qui lui ont été transmis, dans le délai de 90 jours depuis la transmission de la lettre par le Groupe de travail.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement libanais. Le Groupe de travail a transmis la réponse du Gouvernement à la source dont émanent les informations, et cette dernière a fourni au Groupe ses commentaires. Le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et circonstances des cas en question, tenant en considération les allégations formulées, la réponse fournie par le Gouvernement sur ces dernières et les commentaires de la source.
5. Selon la communication dont un résumé a été transmis au Gouvernement, Ziad Abi-Saleh et Jean-Pierre Daccache, anciens membres (jusqu'en 1990) de la Brigade des partisans du général Michel Aoun, ont été arrêtés le 21 et le 22 septembre 1992, respectivement, soupçonnés d'avoir été complices du capitaine Imad Abboud. Ce dernier était un expert en explosifs qui, selon la source, était en train de préparer une bombe le 29 août 1992 pour perpétrer un attentat contre un candidat aux élections législatives lorsqu'une erreur dans la manipulation de l'explosif lui a coûté la vie. Suite aux interrogatoires et tortures qu'ils auraient subis au Ministère de la défense, ils ont fini par signer des aveux sans les avoir vus, dans lesquels ils ont avoué avoir piégé la voiture de Haykl Khazen afin d'intimider son frère Rachid Khazen, candidat aux élections législatives. Leur procès a eu lieu le 24 avril 1993 au tribunal militaire à Beyrouth et ils ont été condamnés à sept ans de prison pour transport d'armes et pour avoir piégé la voiture de Haykl Khazen. Leur peine a ensuite été réduite en appel à cinq ans de prison. Les deux sont détenus à la prison de Roumieh. La source affirme que ces personnes ont été condamnées alors qu'elles avaient signalé au juge le fait d'avoir été torturées pour avouer.
6. Selon la source, ces personnes se trouvaient dans un camp "scout" à Aamchit à la période où elles étaient censées avoir commis les crimes qui leur sont reprochés, et elles se sont rendues d'elles-mêmes au Ministère de la

défense dès qu'elles ont su qu'on les recherchait. En outre, la seule véritable preuve sur laquelle fut basée leur condamnation sont des aveux extorqués sous la torture, fait qui rend ces aveux nuls et non avenues.

7. Dans sa réponse, le Gouvernement libanais fait observer que les personnes ci-dessus mentionnées ont été arrêtées pour transport de matière explosive et pour actes terroristes perpétrés par des explosifs durant l'année 1992. Déférées devant le juge d'instruction, elles ont expressément reconnu ces faits. Un acte d'accusation a été établi à leur encontre par le juge d'instruction le 15 décembre 1992. Et suite à cet acte d'accusation, elles ont comparu devant le tribunal militaire, qui les a condamnées au cours d'une audience publique à sept ans de prison ferme en application des articles 5 et 6 de la loi du 11 janvier 1958. Sur le pourvoi en cassation de Saleh et de Daccache, le tribunal de cassation militaire a réduit leur peine à cinq ans d'emprisonnement ferme.

8. La source soutient, aussi bien dans sa communication initiale que dans ses commentaires à la réponse du Gouvernement, que les aveux attribués à Saleh et Daccache ont été extorqués sous la torture et qu'en plus c'est spontanément et d'elles-mêmes que ces deux personnes, qui se trouvaient dans un camp "scout" au moment où les prétendus faits qui leur sont reprochés auraient eu lieu, se sont présentées au Ministère de la défense dès qu'elles ont su qu'on les y demandait. Ce qui serait la preuve de leur bonne foi. Le Groupe de travail fait observer à ce sujet que, d'une part, la source ne prouve pas que les tortures dont elle fait état ont eu lieu et que, d'autre part et surtout, il n'entre pas dans son mandat, sous réserve de l'article 15 de la Convention contre la torture, de remettre en cause une condamnation pénale par le biais notamment, comme on semble le lui demander, d'une réévaluation des éléments de preuve sur lesquels s'est fondée la juridiction de jugement. Par ailleurs, le Groupe constate que la source ne met pas en cause le fait que le procès se soit déroulé de manière régulière, ainsi que les voies de recours que les deux personnes concernées ont pu exercer pleinement et efficacement.

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide ce qui suit :

La détention de Ziad Abi-Saleh et Jean-Pierre Daccache n'est pas arbitraire.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION 42/1996 (INDONSIE)

Communication adressée au Gouvernement indonésien
le 20 février 1996.

Concernant : Tri Agus Susanto Siswihardjo, d'une part,
et la République d'Indonésie, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans ce pays.
2. Le Groupe de travail note avec satisfaction l'information communiquée par le Gouvernement sur le cas en question dans les 90 jours suivant la transmission de la lettre par le Groupe.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement indonésien. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui lui a fait part de ses observations. Le Groupe de travail estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et circonstances se rapportant au cas en question, compte tenu des allégations formulées, de la réponse du Gouvernement à ce sujet et des observations reçues de la source.
5. Selon la communication, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, Tri Agus Susanto Siswihardjo, âgé de 29 ans, journaliste et dirigeant du groupe de défense des droits de l'homme "Pijar", aurait été arrêté le 9 mars 1995 par la police dans les locaux de "Pijar" à Djakarta. Le 11 septembre 1995, il a été reconnu coupable d'avoir manifesté de "l'hostilité, de la haine et du mépris envers le Gouvernement" en vertu de l'article 134 du Code pénal indonésien et il a été condamné à deux années d'emprisonnement. La sentence a été confirmée en appel. Même la Cour suprême a confirmé le verdict du tribunal d'instance de Djakarta-Centre.
6. Il semble que Tri Agus ait débuté sa carrière de journaliste en 1990. En 1993, il aurait commencé à travailler à plein temps pour l'organisation de défense des droits de l'homme "Pijar". Un certain nombre de journaux ont été interdits en juin 1994 et il est apparu que Tri Agus était à l'avant-garde de la campagne contre la suppression de la liberté d'expression en Indonésie et qu'il écrivait des articles pour le magazine Kabor Dari Pijar (KDP), dont il était à l'occasion le rédacteur en chef. Toutefois, son arrestation en mars 1995 résultait de la publication d'un article dans le KDP dans lequel il interviewait Adnan Buyung Nasution, grand militant pour les droits de l'homme et directeur de la Fondation indonésienne pour le droit. Tri Agus a intitulé son article "Les troubles dans ce pays sont dus à un homme appelé (le Président) Soeharto", ce qui était une citation de l'interview de Nasution.

7. Le 20 février 1996, le Groupe de travail a transmis à la République indonésienne les allégations susmentionnées de la source. Dans sa réponse du 10 mai 1996, le Gouvernement indonésien a fait observer ce qui suit :

a) Le droit à la liberté d'expression et d'opinion n'est pas, jusqu'à preuve du contraire, absolu et illimité que ce soit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

b) Le droit à la liberté d'expression et d'opinion est subordonné à la loi relative à la diffamation, l'injure et la calomnie.

c) Tri Agus a malheureusement tenu des propos diffamatoires au sujet du Président et du Vice-Président de la République indonésienne.

d) La remarque attribuée à Adnan Buyung Nasution selon laquelle l'Indonésie est ruinée par un homme appelé Soeharto n'a pas été faite par Nasution comme il l'a dit lui-même lorsqu'il a témoigné lors du procès : Tri Agus l'a fabriqué de toutes pièces et ce sont ses propres propos diffamatoires qu'il a publiés sous le prétexte d'une interview dans sa publication non autorisée.

e) L'intégrité de Tri Agus est très sujette à caution étant donné qu'il a manifestement violé le code d'éthique des journalistes ainsi que le principe de la bonne foi et de l'honnêteté.

f) Tri Agus ne s'est pas vu dénier les garanties prévues par la loi. Il a été représenté par un groupe d'avocats. Le tribunal composé de trois juges l'a reconnu coupable d'avoir tenu délibérément des propos diffamatoires au sujet du Président de la République. La sentence a été confirmée par la Cour suprême.

g) Il a été satisfait aux critères fondamentaux énoncés à l'article 134 du Code pénal indonésien. Les faits et témoignages pertinents indiquaient ce qui suit :

- Tri Agus a déformé les propos tenus lors de l'interview de manière flagrante, ce qui indique clairement l'existence d'un élément de malveillance.
- Tri Agus, en publiant délibérément et intentionnellement son propre article diffamatoire, voulait manifestement nuire à la réputation du Président Soeharto ou susciter contre lui des opinions et des sentiments hostiles, désobligeants ou malveillants.
- Tri Agus, en distribuant à plus de quatre personnes le numéro de juin du KDP qui contenait son article diffamatoire et en formulant des allégations dénuées de tout fondement, avait manifestement l'intention de faire du Président Soeharto la cible du mépris, de la haine, du ridicule ou de l'opprobre.

8. La seule question à trancher est celle de savoir si la publication d'une "interview" critiquant le rôle du Président Soeharto et le rendant responsable des troubles en Indonésie, relève des droits protégés par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La question des garanties prévues par la loi n'est pas pertinente en l'espèce. Même en supposant que la déclaration alléguée ne pouvait pas être attribuée à Nasution, l'affaire devra être tranchée sur la base des droits garantis et mentionnés ci-dessus. La question de l'intégrité, ou de l'absence d'intégrité, dont Tri Agus a fait preuve en violant le code d'éthique des journalistes, n'est pas non plus pertinente en l'espèce. Le fait que la condamnation de Tri Agus satisfait à tous les critères énoncés dans l'article 134 n'empêche pas de conclure qu'il a été condamné pour avoir exprimé une opinion hostile au Président Soeharto. Le droit d'avoir une opinion et de l'exprimer librement est au coeur du droit à la liberté d'expression. Même si Tri Agus se trompe, il a le droit d'avoir son opinion et de l'exprimer. Le Groupe de travail est convaincu que la condamnation de Tri Agus et la sentence rendue contre lui violent le droit qui lui est garanti en vertu de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide ce qui suit :

a) La détention de Tri Agus Susanto Siswihardjo est déclarée arbitraire, car elle est contraire à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie II des principes applicables pour l'examen des cas présentés au Groupe.

b) Le Groupe de travail décide en outre de transmettre le texte de la présente décision au Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression.

10. Ayant déclaré arbitraire la détention de Tri Agus Susanto Siswihardjo, le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République d'Indonésie de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux dispositions et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 43/1996 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien
le 29 février 1996.

Concernant : Sybila Arredondo Guevara, d'une part, et
la République du Pérou, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au Gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.
2. Le Groupe de travail prend note avec satisfaction de l'information communiquée par le Gouvernement sur le cas en question, reçue dans les 90 jours suivant la transmission de la lettre par le Groupe.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996.)
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement péruvien. Il estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances du cas en question.
5. D'après l'information reçue par le Groupe de travail, Sybila Arredondo Guevara, anthropologue ayant la double nationalité chilienne et péruvienne, née en 1935, aurait été arrêtée en 1983 à Lima et accusée de collaboration avec le "Sentier lumineux", de terrorisme, d'assistance au "Sentier lumineux" et de financement d'activités subversives. Mme Arredondo aurait été condamnée à 12 années de prison; le tribunal devant lequel elle a comparu (les juges comme le procureur), était "sans visage"; les peines auxquelles elle a été condamnée devaient être purgées consécutivement et sans remise. En outre, elle a été acquittée de deux des trois charges retenues contre elle. Selon la source, Mme Arredondo est détenue dans des conditions extrêmement pénibles dans la prison pour femmes de Santa Mónica à Chorrillos, Lima, et son état de santé est extrêmement préoccupant.
6. Consulté, le Gouvernement a fait savoir que l'état de santé de Matilde María Sybila Arredondo était cliniquement normal, comme l'a constaté le Docteur Aldo Poma Torres, médecin légiste, qui l'a examinée accompagné de Mme María Calderón Boy, procureur de la troisième chambre criminelle de Lima, le 23 août 1996.
7. Le Gouvernement péruvien a invité les membres du Groupe de travail à se rendre dans le pays. Pareille visite est de la plus grande importance pour adopter une décision dans l'affaire considérée étant donné qu'elle permettra d'évaluer le fonctionnement des "tribunaux sans visage" et les garanties prévues par la loi qui auraient pu ne pas être respectées, même si les explications fournies par le Gouvernement se vérifient.
8. Comme il l'a fait lors d'affaires antérieures, le Groupe de travail décide de ne se prononcer sur le cas considéré que lorsqu'il se sera rendu

au Pérou afin d'y obtenir un complément d'information, ainsi que ses méthodes de travail l'y autorisent.

7. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail décide :

De ne rendre sa décision sur le cas à l'examen que lorsqu'il aura effectué la visite prévue dans la République du Pérou.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 44/1996 (COLOMBIE)

Communication adressée au Gouvernement colombien
le 3 octobre 1995.

Concernant : Jorge Luis Ramos, Rafael Jaramillo,
Víctor Manuel Huérfanos, Alvaro Solano Martínez et José Tiberio Beltrán,
d'une part, et la Colombie, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée, dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire.
2. Le Groupe de travail prend note avec satisfaction de l'information fournie par le Gouvernement sur les cas considérés, reçue dans les 90 jours suivant la transmission de la lettre par le Groupe.
3. Le Groupe de travail note en outre que le Gouvernement lui a fait savoir que les personnes susmentionnées ne sont plus en détention.
4. Compte tenu de l'information reçue et ayant examiné les informations dont il dispose, le Groupe de travail, sans préjuger du caractère de la détention et conformément au paragraphe 14.1 a) de ses méthodes de travail, décide de classer les cas de Jorge Luis Ramos, Rafael Jaramillo, Víctor Manuel Huérfanos, Alvaro Solano Martínez et José Tiberio Beltrán.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 45/1996 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien
le 29 février 1996.

Concernant : Lori Berenson, d'une part, et la République du Pérou,
d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée, dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.

2. Le Groupe de travail prend note avec satisfaction de l'information fournie par le Gouvernement sur le cas en question, reçue dans les 90 jours suivant la date de la transmission de la lettre par le Groupe.

3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996.)

4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement péruvien. Il estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances du cas en question.

5. Le Groupe de travail constate que :

a) Selon la source, Lori Berenson, citoyenne des Etats-Unis d'Amérique, a été condamnée le 11 janvier 1996 par un tribunal militaire "sans visage" à une peine de prison à perpétuité, pour "haute trahison". Mme Berenson aurait été mise au secret pendant plus de cinq semaines, sans voir un avocat, et aurait été soumise à des pressions psychologiques intenses pendant cette période.

b) Consulté, le Gouvernement a fait savoir que la personne en question avait été arrêtée le 30 novembre 1995, en compagnie d'autres personnes, lors d'un affrontement armé avec la police, les intéressés étant tous membres du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Ils se préparaient à exécuter un acte de subversion, à savoir pénétrer par surprise dans le Parlement national pour y prendre des parlementaires en otage afin d'obtenir la liberté de militants du groupe. Le Gouvernement a ajouté que Mme Berenson avait été jugée par un tribunal militaire, que toutes les garanties prévues par la loi avaient été respectées et qu'elle avait été condamnée pour haute trahison, délit prévu et sanctionné par le décret-loi 25659.

c) Le Gouvernement péruvien a invité le Groupe de travail à se rendre dans le pays. Pareille visite est de la plus grande importance pour adopter une décision dans le cas considéré étant donné qu'elle permettra d'évaluer le fonctionnement des "tribunaux sans visage" et les garanties prévues par la loi qui auraient pu ne pas être respectées, même si les explications fournies par le Gouvernement se vérifient.

d) Comme il l'a fait lors d'affaires antérieures, le Groupe de travail décide de ne se prononcer sur le cas considéré que lorsqu'il se sera rendu au Pérou afin d'y obtenir un complément d'information, ainsi que ses méthodes de travail l'y autorisent.

6. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide :

De ne rendre sa décision sur le cas à l'examen que lorsqu'il aura effectué la visite prévue dans la République du Pérou.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 46/1996 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien le
20 février 1996.

Concernant : Maria Elena Loayza Tamayo, d'une part, et la
République du Pérou, d'autre part.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail révisées qu'il a adoptées et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée, dont il a été saisi et qu'il a jugée recevable, concernant des cas de détention présumée arbitraire qui se seraient produits dans le pays.

2. Le Groupe de travail prend note avec satisfaction de l'information fournie par le Gouvernement au sujet du cas considéré, reçue dans les 90 jours suivant la date de la transmission de la lettre par le Groupe.

3. (Voir le texte du paragraphe 3 de la décision 37/1996.)

4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail remercie le Gouvernement péruvien de sa coopération. Il estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances du cas en question.

5. Le Groupe de travail constate ce qui suit :

a) Selon la source, Maria Elena Loayza Tamayo, professeur à l'Université de San Martín de Porres, a été arrêtée le 6 février 1993 par des agents de la Direction antiterrorisme (DINCOTE). Elle a été accusée du crime de terrorisme, après avoir été dénoncée par une étudiante de la même université dont elle dirigeait la thèse, qui avait été arrêtée avant elle et se prévalait de la "loi du repentir". Mme Loayza est accusée d'être une militante du Sentier lumineux et, plus précisément, d'être "Rita", une dirigeante importante de ce groupe. Bien que les dires de l'étudiante n'aient pas été vérifiés, alors que la loi l'exige, Mme Loayza a été arrêtée, accusée et condamnée. Elle a été mise au secret pendant 10 jours et, selon la source, a été violée et maltraitée. Elle a été accusée d'abord du délit de haute trahison devant un tribunal militaire d'exception (Juzgado Especial de Marina) qui l'a acquittée en première instance le 5 mars 1993. Elle a ensuite été condamnée à 30 ans de prison sur appel du Procureur militaire, sentence que le Conseil suprême de justice militaire a annulée (24 septembre 1993). Ce dernier a ordonné que Mme Loayza soit jugée par une juridiction de droit commun pour délit de terrorisme. Le procès a eu lieu devant la Chambre 43 de Lima et Mme Loayza a finalement été condamnée pour terrorisme par le tribunal sans visage à une peine de 20 ans de prison. Un recours en nullité a alors été formé devant la Cour suprême de justice. L'auteur de la communication soutient que les allégations sont fausses, que Mme Loayza n'est pas membre du Sentier lumineux dont elle a toujours critiqué les agissements, que "Rita" est une autre personne qui est parfaitement identifiée mais qui n'a pu être arrêtée. La source affirme que lors du second procès, qui a eu lieu devant une juridiction de droit commun, les éléments de preuve présentés par la défense n'ont pas été produits à l'audience.

b) Consulté, le Gouvernement se borne à répondre ce qui suit : "Il n'y avait pas lieu de frapper de nullité la sentence de 20 ans de peine privative de liberté pour crime de terrorisme".

c) La communication fait état d'une série de vices de procédure : détention sans ordre du juge alors qu'il n'y avait pas flagrant délit; mise au secret arbitraire; manque d'accès réel à un avocat étant donné que lors de l'enquête préliminaire, celui-ci s'est borné à faire acte de présence; jugement prononcé par un tribunal sans visage qui n'offre pas les garanties voulues d'indépendance et d'impartialité.

d) Le Gouvernement péruvien a invité le Groupe de travail à se rendre dans le pays. Pareille visite est de la plus haute importance pour adopter une décision dans le cas considéré étant donné qu'elle permettra d'évaluer le fonctionnement des "tribunaux sans visage" et les garanties prévues par la loi qui auraient pu être violées, même si les explications fournies par le Gouvernement se vérifient.

e) Le Groupe a reçu de nombreuses communications faisant état d'incompatibilités entre la loi 25475 et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, point sur lequel il se prononcera après s'être rendu au Pérou.

f) Comme il l'a fait lors d'affaires antérieures, le Groupe décide de ne se prononcer sur le cas considéré que lorsqu'il se sera rendu au Pérou pour y obtenir un complément d'information, ainsi que ses méthodes de travail l'y autorisent.

6. A la lumière de ce qui précède, le Groupe décide :

De ne rendre sa décision sur le cas considéré que lorsqu'il aura effectué la visite prévue dans la République du Pérou.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 47/1997 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien le 26 août 1994.

Concernant : Fresia Calderón Gargate, d'une part, et la République du Pérou, d'autre part.

1. En ce qui concerne la communication susmentionnée, le Groupe de travail, par sa décision No 12/1995, a décidé de maintenir à l'examen le cas de Fresia Calderón Gargate dans l'attente d'un complément d'information.
2. Le Groupe de travail prend note avec satisfaction de l'information reçue du Gouvernement péruvien selon laquelle Mme Fresia Calderón Gargate n'est plus en détention.
3. Compte tenu de l'information reçue et après avoir examiné toute celle dont il dispose, le Groupe de travail, sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention et conformément au paragraphe 14 1 a) de ses méthodes de travail, décide de classer le cas de Fresia Calderón Gargate.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 48/1996 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien le 7 février 1995.

Concernant : Jesús Alfonso Castiglione Mendoza, d'une part, et la République du Pérou, d'autre part.

1. En ce qui concerne la communication susmentionnée au sujet de laquelle le Gouvernement péruvien n'a fourni aucune réponse dans le délai prévu de 90 jours, le Groupe de travail, par sa décision No 22/1995, a décidé de maintenir à l'examen le cas de Jesús Alfonso Castiglione Mendoza dans l'attente d'un complément d'information.
2. Le Groupe de travail prend note de l'information reçue du Gouvernement péruvien en date du 2 décembre 1996, selon laquelle M. Castiglione Mendoza n'est plus en détention.
3. Compte tenu de l'information reçue et après avoir examiné toute celle dont il dispose, le Groupe de travail, sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention et conformément au paragraphe 14.1 a) de ses méthodes de travail, décide de classer le cas de Jesús Alfonso Castiglione Mendoza.

Adoptée le 3 décembre 1996.

DECISION No 49/1996 (PEROU)

Communication adressée au Gouvernement péruvien le 4 mai 1994.

Concernant : Mayela Alicia Huamán Morales, d'une part, et la République du Pérou, d'autre part.

1. En ce qui concerne la communication susmentionnée au sujet de laquelle le Gouvernement péruvien n'a fourni aucune réponse dans le délai prévu de 90 jours, le Groupe de travail, par sa décision No 42/1995, a décidé de maintenir à l'examen le cas de Mayela Alicia Huamán Morales dans l'attente d'un complément d'information.
2. Le Groupe de travail prend note de l'information reçue du Gouvernement péruvien en date du 2 décembre 1996, selon laquelle Mme Huamán Morales n'est plus en détention.
3. Compte tenu de l'information reçue et après avoir examiné toute celle dont il dispose, le Groupe de travail, sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention et conformément au paragraphe 14.1 a) de ses méthodes de travail, décide de classer le cas de Mayela Alicia Huamán Morales.

Adoptée le 3 décembre 1996.

AVIS No 1/1997 (IRAQ)

Communication adressée au Gouvernement iraquien le
20 janvier 1997.

Concernant : Qadir Rasoul Ismail, Othamn Qarny Nury,
Zahid Ahmad Nabi, Gharib Omar Marouf, Jamal As'ad Qadir, Kamal As'ad
Qadir, Tahir Rahman, Kassim Biradud Hussein, Shakhwan Abdullah Qadir,
Zahir Shafi'Qarani, Selim Sulaiman Hussein, Loqman Samad Mohammed,
Abdulla Ahmad Karim, Idris Ismail Karim, Tawfiq Mohammad, Juma' Omar
Khidhir, Khalil Najim Rustam, Hamad Hassan Basit, Farhad Sabir Omar, Abu
Zeid Abdulrahman, Majid Abdulrahman, Hadi Abdurahman Ismail, Sirwan
Abdulrahnman Ismail, Ziad As'ad Said, Mehdi Abdulrahman, Kamal Othman
Qadir, Ahmad Nuri Mawlood, Khider Abubekir Khider, Faris Mohammad Mehdi
et Ali Abduljabbar Mahammad.

La République d'Iraq est Partie au Pacte international relatif aux
droits civils et politiques

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai prévu de 90 jours.
3. Le Groupe de travail considère comme arbitraire la privation de liberté dans les cas énumérés ci-après :
 - I. Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer une base légale quelconque qui la justifie (comme le maintien en détention d'une personne au-delà de l'exécution de la peine ou malgré une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);
 - II. Lorsque la privation de liberté résulte de poursuites ou d'une condamnation relatives à l'exercice de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en outre, en ce qui concerne les Etats parties, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (catégorie II);
 - III. Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les Etats concernés, est d'une gravité telle qu'elle confère à la privation de liberté, sous quelque forme que ce soit, un caractère arbitraire (catégorie III).

4. Dans un esprit de coopération et de coordination, le Groupe de travail a également tenu compte du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1997/57), établi en application de la résolution 1996/72 de la Commission des droits de l'homme.

5. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, il estime être en mesure de prendre une décision sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement.

6. Selon la communication présentée par la source, dont un résumé a été communiqué au Gouvernement, les 30 personnes dont les noms suivent ont été victimes de privation de liberté :

Qadir Rasoul Ismail, étudiant, né en 1972, arrêté le 29 février 1991 à Arbil-Terawa, **Othamn Qarny Nury**, étudiant, né en 1972, arrêté le 1er avril 1991 au Kurdistan, **Zahid Ahmad Nabi**, ouvrier, né en 1970, arrêté le 3 avril 1991, à Arbil-Sitaqan, **Gharib Omar Marouf**, ouvrier, né en 1952, arrêté le 1er mars 1991 à Arbil, **Jamal As'ad Qadir**, militaire, né en 1969, arrêté le 21 mars 1991 à Arbil, **Kamal As'ad Qadir**, militaire, né en 1966, arrêté le 21 mars 1991 à Arbil, **Tahir Rahman**, militaire, né en 1971, arrêté le 3 avril 1991 (lieu de l'arrestation non précisé), **Kassim Biradud Hussein**, militaire, né en 1968, arrêté le 1er avril 1991 à Arbil, **Shakhwan Abdullah Qadir**, militaire, né en 1968, arrêté le 3 avril 1991 à Arbil-Qoran, **Zahir Shafi' Qarani**, militaire, né en 1971, arrêté le 3 avril 1991 à Arbil, **Selim Sulaiman Hussein**, militaire, né en 1962, arrêté le 3 avril 1991 à Arbil, **Loqman Samad Mohammed**, militaire, né en 1972, arrêté le 3 avril 1991 à Arbil, **Abdulla Ahmad Karim**, militaire, né en 1968, arrêté le 2 avril à Arbil, **Idris Ismail Karim**, athlète, né en 1972, arrêté le 21 février 1991 à Arbil, **Tawfiq Mohammad**, ouvrier, né en 1970, arrêté le 2 avril 1991 (lieu de l'arrestation non précisé), **Juma' Omar Khidhir**, ouvrier, né en 1970, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil, **Khalil Najim Rustam**, ouvrier, né en 1957, arrêté le 1er avril 1991 à Arbil, **Hamad Hassan Basit**, infirmier, né en 1968, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil, **Farhad Sabir Omar**, ouvrier, né en 1957, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil-Shaqlawa, **Abu Zeid Abdulrahman**, étudiant, né en 1973, arrêté le 21 avril 1991 à Arbil-Ainkawa, **Majid Abdulrahman**, militaire, né en 1971, arrêté le 21 avril à Arbil-Ainkawa, **Hadi Abdulrahman Ismail**, ouvrier, né en 1961, arrêté le 3 mars 1991 à Arbil, **Sirwan Abdulrahnman Ismail**, enseignant, né en 1968, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil, **Ziad As'ad Said**, ouvrier, né en 1968, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil, **Mehdi Abdulrahman**, ouvrier, né en 1965, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil, **Kamal Othman Qadir**, ouvrier, né en 1979, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil-Ainkawa, **Ahmad Nuri Mawlood**, ouvrier, né en 1969, arrêté le 2 avril 1991 à Arbil-Beni Slawa, **Khider Abubekir Khider**, militaire, né en 1971, arrêté le 21 avril 1991 à Arbil, **Faris Mohammad Mehdi**, militaire, né en 1970, arrêté le 1er avril 1991 à Kirkuk et **Ali Abduljabbar Mohammad**, militaire, né en 1970, arrêté le 3 avril 1991 à Zakho. Selon la source, ces personnes, dont la plupart résidaient à Arbil, ont été arrêtées après le soulèvement de mars 1991, sont toujours détenues dans la prison d'Abu Ghraib et n'auraient jamais été jugées. En outre, leurs familles n'auraient pas eu de nouvelles d'eux depuis des années et les considéreraient comme disparues.

7. Bien que le Groupe de travail l'ait saisi de ces allégations, le Gouvernement n'a pas manifesté son opposition ou ses réserves à leur sujet de sorte que le Groupe de travail les estime, en l'état, fondées. Il tient à souligner que l'un des jeunes prisonniers, Othmar Qadir, né en 1979, avait 11 ou 12 ans lorsqu'il a été arrêté en avril 1991 et qu'Idris Ismail Karim, né en 1972, était très probablement mineur lors de son arrestation en février 1991 et que tous les deux sont dépourvus de l'assistance de leurs parents.

8. Compte tenu de ce que ces personnes sont détenues depuis plus de six ans sans procès, sans l'assistance d'un avocat et sans que leurs familles soient informées de leur sort, ces atteintes au droit à un procès équitable sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à leur détention un caractère arbitraire pour non-respect des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des articles 9.3, 9.4, 10.1 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iraq est partie, et de l'article 10.2 b) dudit Pacte garantissant les droits des mineurs détenus, ainsi que des principes 10, 16.3, 17, 18 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté des trente personnes susmentionnées est arbitraire, car elle est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9.3, 9.4, 10.1 et 10.2 b) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

Le Groupe de travail transmet également le présent avis au Comité des droits de l'enfant, l'Iraq étant Partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, pour ce qui est des cas de Kamal Othman Qadir et Idris Ismail Karim.

10. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement iraquien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adopté le 14 mai 1997.

AVIS No 2/1997 (REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE)

Communication adressée au Gouvernement de la République arabe syrienne le 9 août 1996.

Concernant : Mazen Kana.

La République arabe syrienne est Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir transmis à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui, à ce jour, ne lui a cependant pas fait part de ses observations. Le Groupe de travail estime qu'il est en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances du cas, compte tenu des allégations formulées et de la réponse du Gouvernement à leur sujet.
5. Selon la communication présentée par la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, M. Mazen Kana (fils de Subhi Said Kana, ressortissant jordanien), né à Damas en décembre 1954, ingénieur civil (diplômé de l'Université d'Alep) et homme d'affaires, aurait été arrêté le 20 août 1980 à son domicile à Damas par un groupe d'agents de la sécurité. Les raisons de l'arrestation ne sont pas connues. A aucun moment sa détention n'a été reconnue et l'on ne sait pas s'il a jamais été accusé au pénal ou jugé. La famille de M. Kana a été informée par des personnes qui l'ont vu en prison qu'il avait été transféré à la prison de Palmyre (Tadmor) au bout de quatre mois de détention. En 1992, sa mère a obtenu officieusement confirmation que Mazen Kana se trouvait à la prison de Palmyre : lorsqu'elle est allée dans les locaux de la police militaire à Damas pour demander l'autorisation de rendre visite à son fils, le responsable, après avoir vérifié le nom dans un registre, l'a informée que son fils était détenu à Palmyre et serait libéré prochainement. La famille est toutefois sans nouvelles depuis.
6. Le Gouvernement, dans sa réponse du 24 septembre 1996, indique que Mazen Subhi Saïd Kana a été détenu le 30 août 1980 à la suite d'une inculpation pour appartenance à un groupe terroriste armé compromis dans des assassinats et attaques à la bombe en Syrie. Il a été jugé, selon le Gouvernement, et condamné à mort par jugement No 28 du 9 juin 1996.
7. Le Groupe de travail constate que la réponse du Gouvernement ne contient pas d'information sur la situation pénale actuelle de Mazen Kana, et ne permet surtout pas de savoir s'il a pu exercer des voies de recours, ce qui préoccupe

tout particulièrement le Groupe, compte tenu de la gravité de la peine prononcée. En outre, le Gouvernement n'indique pas à quel groupe Mazen Kana aurait appartenu; pour quelle raison il est qualifié de "groupe terroriste", pas plus qu'il ne donne de précisions sur les assassinats que le groupe aurait commis, sur les attaques à la bombe qu'il aurait effectuées, sur les lieux et les dates de ces attaques ni sur le rôle qu'aurait Mazen Kana dans cette organisation.

8. Le Gouvernement n'indique pas plus pour quelle raison Mazen Kana n'a été traduit en justice qu'après plus de 15 années de détention provisoire; sous la responsabilité de quelle instance judiciaire ou autre sa mise en détention sans charges ni jugement pendant toute cette période aurait été ordonnée; en vertu de quelle loi ou de quelle norme juridique il a été détenu sans jugement pendant plus de 15 ans; et quel tribunal a été chargé de le juger. Enfin, le Gouvernement ne fournit aucune indication sur le procès : quels ont été les faits pour lesquels Mazen Kana a été poursuivi et reconnu coupable ? Quelle a été la loi de procédure appliquée ? L'accusé était-il présent au procès et quelles ont été ses possibilités de défense, en présence ou non d'un avocat ? Enfin, le procès a-t-il été public et le verdict rendu publiquement ? La seule certitude qui résulte de la réponse du Gouvernement est que Mazen Kana a été détenu sans jugement pendant plus de 15 ans et condamné à mort pour avoir participé à un groupe qualifié de terroriste.

9. Le Groupe de travail, après avoir constaté que le procès de Mazen Kana n'a eu lieu qu'au terme de plus de 15 années; que pendant cette longue période de détention provisoire, il a été sans contact avec sa famille et surtout son avocat; et que les motifs de son arrestation sont demeurés inconnus pendant cette période, constate que ces faits constituent des violations des articles 5 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 7, 9, 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que des principes 2, 4, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et que ces violations sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à la mesure de privation de liberté un caractère arbitraire.

10. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

La privation de liberté de Mazen Kana est arbitraire car elle est contraire aux articles 5 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 7, 9, 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

Le Groupe de travail transmet également le présent avis au Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

11. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République arabe syrienne de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adopté le 14 mai 1997.

AVIS No 3/1997 (KOWEÏT)

Communication adressée au Gouvernement koweïtien le 2 août 1996.

Concernant : Issam Mohammed Saleh Al Adwan.

L'Etat du Koweït est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse fournie par ce dernier à la source qui, à ce jour, ne lui a cependant pas fait part de ses observations. Le Groupe de travail estime qu'il est en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances des cas, compte tenu des allégations formulées et de la réponse du Gouvernement à leur sujet.
5. Selon la communication présentée par la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, Issam Mohammed Saleh Al Adwan, âgé de 19 ans au moment des faits, aurait été arrêté lorsqu'une patrouille d'agents du service de renseignement militaire du Koweït a fait irruption chez son père pendant la nuit du 9 mai 1991 et l'a emmené sous la menace des armes. Les membres de la patrouille qui ont arrêté Issam ont été identifiés comme suit : Farid Alawadi (commandant), Khalid Alajami, Khalid Al Haddad et Abbas Golomm. La source affirme qu'Issam Al Adwan est toujours détenu sans avoir été inculpé dans une prison non identifiée du service de renseignement de l'Etat (peut-être la prison de Talha) et que les nombreux appels que son père a adressés aux autorités koweïtiennes au cours des dernières années pour obtenir sa libération sont restés sans réponse. Toujours selon la source, une photo d'Issam Al Adwan a été montrée à des membres de l'OLP qui avaient été emprisonnés au Koweït et ont été libérés ultérieurement et ils ont tous confirmé qu'Issam Al Adwan avait été avec eux en prison et qu'il avait ensuite été transféré ailleurs. En outre, les hauts fonctionnaires auxquels le père d'Al Adwan s'est adressé pour tenter de savoir où son fils était emprisonné lui auraient délibérément fourni des informations trompeuses et contradictoires.
6. Le Gouvernement, dans sa réponse du 9 octobre 1996, affirme ne pas avoir connaissance de la présence d'Issam Al Adwan dans une prison au Koweït. Il réaffirme sa décision de faciliter la visite des prisons koweïtiennes par tout représentant du Centre pour les droits de l'homme ou du CICR, et ceci librement, sans qu'il soit nécessaire de solliciter une autorisation préliminaire. Le Gouvernement informe le Groupe que des poursuites ont été

intentées ultérieurement contre le commando suite à une plainte de M. Salah Ahmed Saleh, oncle d'Issam Al Adwan et citoyen jordanien qui s'est adressé aux autorités le 9 mai 1991 à minuit après avoir été informé de l'incident par Mme Safiya Hussein Ibrahim, mère d'Issam Al Adwan, présente lors de son arrestation. L'instruction n'a pas permis d'aboutir à une conclusion positive, les auteurs du rapt n'ont pas été identifiés et l'affaire a été classée provisoirement le 27 septembre 1991 et définitivement le 21 mars 1994.

7. Après avoir examiné tant les allégations de la source que la réponse du Gouvernement, et notant que la source n'a pas fait d'observations au sujet de celle-ci, le Groupe de travail estime ne pas disposer d'éléments suffisamment précis et concordants pour rendre un avis sur le cas.

8. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail classe le cas et transmet le dossier au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

Adopté le 14 mai 1997.

AVIS No 4/1997 (MALAISIE)

Communication adressée au Gouvernement malaisien le 16 août 1996.

Concernant : Nasiruddin bin Ali, Fakharuddin Ar-Razi bin Abdullah, Pahrol bin Mohd Juoi, Jaafar Ahmad, Mohd Nizamuddin Aashaari, Hashim Ahmad, Hasyim Jaafar, Ahmad Salim Omar et Hashim Muhamad.

La Malaisie n'est pas Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai prévu de 90 jours.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe estime qu'il est en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement.
5. Selon la communication reçue de la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, Nasiruddin bin Ali, 37 ans, Fakharuddin Ar-Razi bin Abdullah, 30 ans, Pahrol bin Mohd Juoi, 36 ans, Jaafar Ahmad, 29 ans, Mohd Nizamuddin Aashaari, 33 ans, Hashim Ahmad, 42 ans, Hasyim Jaafar, 40 ans, Ahmad Salim Omar, 49 ans, et Hashim Muhamad, 30 ans, tous anciens membres de la secte islamique Al Arqam qui a été interdite, auraient été détenus sans procès pendant deux ans en vertu de la loi sur la sécurité interne pour "avoir agi d'une manière préjudiciable à la sécurité de la Malaisie". La mesure de sécurité qui les frappe pourrait être renouvelée indéfiniment par le Ministère de l'intérieur, sans que les intéressés soient traduits devant les tribunaux. Les neuf hommes arrêtés en mai et juin 1996 seraient emprisonnés au centre de détention Kamunting à Taiping, dans l'Etat de Perak. Ils seraient détenus pour avoir exprimé de manière pacifique leurs convictions religieuses.
6. En l'absence d'une réponse du Gouvernement et compte tenu des allégations formulées, le Groupe de travail note que toutes les personnes susmentionnées ont été détenues sans qu'une procédure ait été ouverte. Leur détention peut être prolongée au-delà de deux ans sans qu'ils soient traduits devant les tribunaux. Aux termes de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nul ne peut être arbitrairement détenu. En son article 10, la Déclaration stipule que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial. Aucune des personnes susmentionnées n'a été officiellement accusée d'avoir commis un délit. Le Groupe de travail estime que leurs droits,

tels qu'ils sont énoncés aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, relatifs respectivement au droit de ne pas être arbitrairement détenu et au droit à un procès équitable, ont été violés, et que l'inobservation est telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire.

7. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

La privation de liberté de Nasiruddin bin Ali, Fakharuddin Ar-Razi bin Abdullah, Pahrol bin Mohd Juoi, Jaafar Ahmad, Mohd Nizamuddin Aashaari, Hashim Ahmad, Hasyim Jaafar, Ahmad Salim Omar et Hashim Muhamad est arbitraire, car elle est contraire aux articles 9, 10 et 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

8. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement malaisien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 5/1997 (INDONESIE)

Communication adressée au Gouvernement indonésien le
19 novembre 1996.

Concernant : Cesaitino Correla, Sesario Freitas, Orlando Morreira, Jacinto Pedro da Costa Xavier, José Armino Morreira, Aniceto Soares, José Gomes, Miguel Correia, Fransisco Amat, Pedro da Luz, Luis Pereira, Cesaltino Sarmento Boavida, José Soares, Moises Freitas Morreira, Alipio Pascoal Gusmao, Paulino Cabral, Armino da Costa, Mario José Maria, Miguel de Jesús, Antonio Gusmao Freitas et Marcelino Fraga.

La République d'Indonésie n'est pas Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai prévu de 90 jours.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, le Groupe estime qu'il est en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et allégations contenus dans la communication n'ont pas été contestés par le Gouvernement.
5. Selon la communication reçue de la source, dont un résumé a été transmis au Gouvernement, 21 personnes du Timor oriental, dont plusieurs mineurs, auraient été condamnées à des peines de prison pour avoir participé aux émeutes qui ont eu lieu à Baucau en juin 1996. Les noms des personnes concernées, leur âge et la sentence qui leur a été infligée, tels qu'indiqués par la source, sont les suivants : 1. Cesaitino Correla (21 ans, condamné à 1 an et 10 mois d'emprisonnement); 2. Sesario Freitas (22 ans, condamné à 1 an et 10 mois d'emprisonnement); 3. Orlando Morreira (21 ans, condamné à 1 an et 10 mois d'emprisonnement); 4. Jacinto Pedro da Costa Xavier (17 ans, condamné à 1 an d'emprisonnement); 5. José Armino Morreira (21 ans, condamné à 1 an et 8 mois d'emprisonnement); 6. Aniceto Soares (22 ans, condamné à 2 ans d'emprisonnement); 7. José Gomes (24 ans, condamné à 4 ans et 6 mois d'emprisonnement); 8. Miguel Correia (21 ans, condamné à 1 an et 10 mois d'emprisonnement); 9. Fransisco Amat (20 ans, condamné à 1 an et 8 mois d'emprisonnement); 10. Pedro da Luz (16 ans, condamné à 1 an et 11 mois d'emprisonnement); 11. Luis Pereira (19 ans, condamné à 2 ans et 3 mois d'emprisonnement); 12. Cesaltino Sarmento Boavida (23 ans, condamné à 1 an et 8 mois d'emprisonnement); 13. José Soares (âge inconnu, condamné à 1 an et 8 mois d'emprisonnement); 14. Moises Freitas Morreira (15 ans, condamné

à 8 mois d'emprisonnement); 15. Alipio Pascoal Gusmao (21 ans, condamné à 1 an et 9 mois d'emprisonnement); 16. Paulino Cabral (24 ans, condamné à 1 an et 7 mois d'emprisonnement); 17. Armino da Costa (21 ans, condamné à 1 an et 10 mois d'emprisonnement); 18. Mario José Maria (22 ans, condamné à 1 an et 6 mois d'emprisonnement); 19. Miguel de Jesús (28 ans, condamné à 2 ans d'emprisonnement); 20. Antonio Gusmao Freitas (22 ans, condamné à 2 ans et 2 mois d'emprisonnement); 21. Marcelino Fraga (22 ans, condamné à 1 an et 3 mois d'emprisonnement).

6. La source a informé le Groupe de travail que ces 21 personnes auraient participé aux émeutes qui ont éclaté les 10 et 11 juin 1996 par suite d'un conflit "religieux" entre catholiques et musulmans apparemment provoqué par des membres de l'armée indonésienne. Elles auraient été condamnées pour voies de fait et vandalisme en vertu de l'article 2 du Titre 1 des lois d'exception No 132 de 1951. Leur droit d'être entendues équitablement n'aurait pas été respecté puisqu'elles se seraient toutes vu dénier les droits suivants : a) représentation en justice, b) présomption d'innocence, c) jugement dans un délai raisonnable, d) jugement du tribunal rendu public et e) non-obligation de témoigner contre elles-mêmes ou de s'avouer coupables.

7. En l'absence d'une réponse du Gouvernement et compte tenu des allégations formulées, le Groupe de travail note que chacune des personnes susmentionnées avait droit à ce que sa cause soit entendue équitablement. Pourtant, aucune d'entre elles n'a été représentée en justice au cours de son procès. Le tribunal n'aurait pas respecté le principe de la présomption d'innocence et son jugement n'aurait pas été public. Il ressort en outre des faits tels qu'indiqués que les accusés ont été forcés de témoigner contre eux-mêmes et de s'avouer coupables, autant d'éléments qui prouvent qu'ils n'ont pas eu droit à ce que leur cause soit entendue équitablement, contrairement aux dispositions de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans ces conditions, le Groupe de travail estime que la détention des personnes susmentionnées est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, relatifs respectivement au droit de ne pas être arbitrairement détenu et au droit à un procès équitable, et que cette inobservation est telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire.

8. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

- a) La privation de liberté des personnes susmentionnées est arbitraire, car elle est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.
- b) Le Groupe de travail transmet les cas de Jacinto Pedro da Costa Xavier, 17 ans, Pedro da Luz, 16 ans, et Moises Freitas Morreira, 15 ans, au Comité des droits de l'enfant.
- c) Le Groupe de travail transmet également le présent avis au Secrétaire général, dans le cadre du paragraphe 4 a) de la résolution 1997/63 de la Commission des droits de l'homme.

9. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République d'Indonésie de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 6/1997 (ETATS-UNIS D'AMERIQUE)

Communications adressées au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 16 octobre 1996 et le 3 février 1997.

Concernant : Félix Gómez, Angel Benito (communication en date du 16 novembre 1996) et Cándido Rodríguez Sánchez (communication en date du 3 février 1997).

Les Etats-Unis d'Amérique sont Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis les communications susmentionnées au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai de 90 jours.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement. En l'absence de toute information émanant de ce dernier, il estime être en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances des cas en question, d'autant plus que les faits et les allégations contenues dans les communications n'ont pas été contestés par le Gouvernement.
5. Selon les communications présentées par les sources, dont un résumé a été communiqué au Gouvernement, Félix Gómez et Angel Benito seraient privés de liberté depuis plus de 10 ans. En outre, cette mesure serait motivée par le fait que les intéressés sont des ressortissants cubains. Aucun d'eux n'a été condamné pour avoir commis un délit ou une infraction majeure. De même, Cándido Rodríguez Sánchez, ressortissant cubain, est détenu depuis 10 ans dans une prison fédérale en vertu de dispositions concernant l'immigration, alors même qu'il n'a été reconnu coupable d'aucune infraction.
6. En l'absence d'une réponse du Gouvernement et compte tenu des allégations formulées, le Groupe de travail note que Félix Gómez, Angel Benito et Cándido Rodríguez Sánchez sont détenus depuis 10 ans, qu'aucun d'eux n'a été traduit en justice et qu'ils n'ont pas été informés officiellement des faits qui leur sont reprochés. Le Groupe de travail estime que leur détention ne repose sur aucune base légale. Elle est en outre contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
7. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

La privation de liberté des personnes susmentionnées est arbitraire car elle est contraire aux articles 9 et 10 de

la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève de la catégorie I des principes applicables pour l'examen des cas présentés au Groupe de travail.

8. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux dispositions et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 7/1997 (KIRGHIZISTAN)

Communication adressée au Gouvernement kirghize le 3 février 1997.

Concernant : Topchubek Turgunaliev et Timur Stamkulov

La République kirghize est Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat dans sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse fournie par ce dernier aux sources, qui lui ont fait part de leurs observations. Le Groupe de travail estime être en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances des cas en question, compte tenu des allégations formulées et de la réponse du Gouvernement à ce sujet, ainsi que des observations des sources.
5. Un résumé de la communication présentée par deux sources a été adressé au Gouvernement. Cette communication concerne a) M. Topchubek Turgunaliev, 55 ans, ancien recteur de l'Université des sciences humaines de Bishkek et représentant du mouvement d'opposition Erkin Kirghizistan (Kirghizistan libre) et b) son ancien collègue à l'université, Timur Stamkulov. Selon les sources, M. Turgunaliev a été condamné le 8 janvier 1997 à 10 ans de réclusion dans un camp de rééducation par le travail et ses biens ont été confisqués. M. Stamkulov a été condamné à six ans de réclusion dans le même camp. Le tribunal de Bishkek les a reconnus coupables de trois infractions : détournement de biens publics ou collectifs appartenant à l'Etat ou à la société, en vertu du paragraphe 1 de l'article 88-1 du Code pénal de la République kirghize; abus de pouvoir ou d'autorité publique, en vertu de l'article 177 du même Code; faux commis dans l'exercice de fonctions publiques, en vertu de l'article 182 du Code.
6. Les deux hommes ont été poursuivis en justice en 1995. En 1994, M. Turgunaliev, en sa qualité de recteur, avait autorisé l'université à octroyer à M. Stamkulov, responsable de la gestion à l'université, un prêt de 10 000 dollars destinés à financer des opérations commerciales. Selon l'une des sources, le non-remboursement du prêt aurait dû donner lieu non pas à des poursuites pour détournement de fonds publics ou collectifs mais à une procédure civile. L'agent comptable de l'université a indiqué dans sa déposition devant le tribunal que l'université n'avait aucun grief contre M. Turgunaliev. L'une des sources estime que les peines prononcées sont disproportionnées par rapport aux infractions commises. Selon les sources,

les poursuites engagées contre M. Turgunaliev obéiraient à des motivations politiques et viseraient à réprimer ses activités d'opposant.

7. Dans sa réponse en date du 2 avril 1997 (adressée au Haut Commissariat aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme à la suite d'une communication qui lui avait été transmise en vertu de la procédure 1503 et dont copie a été envoyée au Groupe de travail), le Gouvernement a confirmé que les deux hommes avaient bien été reconnus coupables des faits qui leur étaient reprochés et condamnés aux peines indiquées par les sources. Il a cité abondamment les articles du Code pénal qui avaient été appliqués par les tribunaux kirghizes et précisé qu'après examen de l'affaire (le 18 février 1997, selon la source), la Chambre criminelle de la Cour suprême avait requalifié les infractions et réduit les peines initiales. M. Turgunaliev a été finalement condamné à une peine totale de quatre ans de privation de liberté dans une colonie pénitentiaire. La Cour suprême a en outre annulé la décision du tribunal de première instance qui avait ordonné la confiscation des biens de M. Turgunaliev et interdit à ce dernier d'exercer toute fonction comportant des responsabilités financières. M. Stamkulov a été condamné à une peine totale de trois ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire.

8. Dans les observations formulées dans leur réponse, les deux sources ont confirmé la décision rendue en appel par la Cour suprême. Elles ont en outre informé le Groupe de travail que M. Turgunaliev, qui avait été accusé de distribution de tracts annonçant des élections présidentielles, avait été détenu du 22 décembre 1995 au 29 avril 1996 et condamné à un an de prison avec sursis, puis libéré. Il ressort de l'information fournie par l'une des sources que M. Stamkulov n'a jamais été arrêté ou emprisonné pour l'affaire du prêt de 10 000 dollars, contrairement à ce que l'autre source affirme. Enfin, selon les informations les plus récentes reçues des deux sources, en date des 7 et 9 mai 1997 respectivement, le tribunal n'a pas encore fait exécuter la peine d'emprisonnement en colonie pénitentiaire prononcée contre M. Stamkulov qui vit actuellement dans son appartement de Bishkek. M. Turgunaliev avait été placé en détention provisoire le 17 décembre 1996 parce qu'il ne s'était pas présenté la veille à l'audience du tribunal. Selon la source, il n'avait pas reçu de convocation en bonne et due forme. Il a donc été emprisonné durant un certain temps, à savoir jusqu'à la fin du procès, le 8 janvier 1997. Il serait retourné vivre dans son appartement de Bishkek jusqu'au 7 mars 1997, date à laquelle il a été conduit dans une colonie pénitentiaire à Leïlek, dans la région d'Osh. La source a en outre indiqué que l'avocat de M. Turgunaliev n'a été autorisé à lui rendre visite que le 21 décembre.

9. A la lumière de l'information portée à son attention, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

Dans le cas de M. Timur Stamkulov, le Groupe prend note du fait que l'intéressé n'a été condamné à aucune peine privative de liberté;

Dans le cas de M. Turgunaliev, le Groupe estime être en mesure de rendre un avis sur les bases ci-après :

a) A la lumière de l'information recueillie, le Groupe ne peut pas faire sienne l'opinion selon laquelle M. Turgunaliev aurait dû être

jugé selon une procédure civile, étant donné que la décision du procureur d'engager contre lui une action pénale n'était pas contraire au droit interne selon lequel le parquet peut poursuivre même si la victime n'a pas déposé plainte ou même si elle a par la suite retiré sa plainte. Le Groupe de travail note en outre que la législation en question n'a pas été critiquée par les sources, qui soulignent essentiellement la sévérité des peines infligées au regard des infractions commises, disproportion qui n'existe plus depuis que la Cour suprême a rendu sa décision. Le Groupe constate en outre que les tribunaux kirghizes, en qualifiant les faits, en ont suffisamment motivé le caractère pénal pour qu'ils ne puissent être considérés comme relevant de l'inexécution d'une obligation contractuelle en vertu du droit interne.

b) En ce qui concerne la loi de procédure pénale applicable au Kirghizistan, le Groupe de travail estime que si des réserves peuvent être exprimées, concernant notamment le fait qu'un avocat n'est intervenu que quatre jours après l'arrestation, ce fait ne constitue pas à lui seul une atteinte suffisamment grave au droit à un procès équitable pour que la privation de liberté puisse être qualifiée d'arbitraire.

c) Le Groupe de travail, après avoir noté que l'accusation de détournement de fonds n'a pas été contestée, notamment par les sources, estime ne pas être en possession d'informations probantes lui permettant de considérer que les poursuites engagées contre M. Turgunaliev étaient essentiellement motivées par des considérations politiques liées à ses engagements personnels.

d) La procédure engagée devant la Cour suprême ayant abouti à une décision finale, le Groupe de travail, conformément au paragraphe 15 de la résolution 1997/50, a examiné si cette décision, compte tenu notamment de la loi appliquée, était conforme aux dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Kirghizistan est Partie. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail n'a pas trouvé d'éléments suffisants pour contester sérieusement la conformité du droit interne ou de la décision avec les normes internationales, notamment avec celles qui concernent le droit à un procès équitable.

10. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

Etant donné que M. Stamkulov n'a pas été privé de liberté, son cas doit être classé.

Il ressort des informations communiquées au Groupe de travail que la mesure de privation de liberté dont M. Topchubek Turgunaliev a fait l'objet n'a pas, au regard des méthodes de travail du Groupe, un caractère arbitraire.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 8/1997 (FRANCE)

Communication adressée au Gouvernement français
le 26 juillet 1996.

Concernant : M. Miloud Mekadem.

La France est Partie au Pacte international relatif aux droits
civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme, qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir fourni à temps l'information voulue.
3. Le Groupe de travail note également que le Gouvernement concerné l'a informé que la personne susmentionnée n'est plus en détention. Ce fait a également été confirmé par la source.
4. Après avoir examiné toute l'information dont il dispose et sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention, le Groupe de travail décide, conformément au paragraphe 14 a) de ses méthodes de travail, de classer le cas de Miloud Mekadem.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 9/1997 (VIET NAM)

Communication adressée au Gouvernement vietnamien le 2 août 1996.

Concernant : M. Le Duc Vuong.

Le Viet Nam est Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme, qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir fourni à temps l'information voulue.
3. Le Groupe de travail note également que le Gouvernement concerné l'a informé que la personne susmentionnée n'est plus en détention. Ce fait a également été confirmé par la source.
4. Après avoir examiné toute l'information dont il dispose et sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention, le Groupe de travail décide, conformément au paragraphe 14 a) de ses méthodes de travail, de classer le cas de Le Duc Vuong.

Adopté le 15 mai 1997.

AVIS No 10/1997 (MEXIQUE)

Communication adressée au Gouvernement mexicain le
26 novembre 1996.

Concernant : Gonzalo Sánchez Navarrete, Gerardo López López,
Ofelia Hernández Hernández, Patricia Jiménez Sánchez, Brenda Rodríguez
Acosta, Celia Martínez Guerrero, Fernando Domínguez Paredes et
Joel Martínez González.

Le Mexique est Partie au Pacte international relatif aux droits
civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. Le Groupe de travail note que le Gouvernement concerné l'a informé que les personnes susmentionnées ne sont plus en détention. Cette information a été transmise à la source qui ne l'a pas contestée.
4. Le Gouvernement a en effet fait savoir que Ofelia Hernández Hernández, Patricia Jiménez Sánchez, Brenda Rodríguez Acosta, Celia Martínez Guerrero, Fernando Domínguez Paredes et Joel Martínez González, accusés de possession d'armes, avaient été condamnés à un an et huit mois de réclusion et qu'ils avaient effectivement purgé cette peine privative de liberté.
5. Gerardo López López et Fernando Domínguez Paredes ont été condamnés respectivement à des peines de trois ans et trois mois et de quatre ans et trois mois. Après avoir purgé la moitié de leur peine, ils ont été remis en liberté au bénéfice d'une peine de substitution.
6. Quoique le Gouvernement n'ait fourni aucune information sur le mineur Gonzalo Sánchez Navarrete et que la source n'ait pas fourni de renseignements complémentaires, l'intéressé a pu être aussi remis en liberté.
7. Le Groupe de travail, sans se prononcer sur le caractère de la privation de liberté, décide de classer les cas de Gonzalo Sánchez Navarrete, Gerardo López López, Ofelia Hernández Hernández, Patricia Jiménez Sánchez, Brenda Rodríguez Acosta, Celia Martínez Guerrero, Fernando Domínguez Paredes et Joel Martínez González, conformément à l'article 14.1 a) de ses méthodes de travail.

Adopté le 18 septembre 1997.

AVIS No 11/1997 (MEXIQUE)

Communication adressée au Gouvernement mexicain le
26 novembre 1996.

Concernant : David John Carmos.

Le Mexique est Partie au Pacte international relatif aux droits
civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information demandée, qui n'est cependant pas complète.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui, à ce jour, ne lui a cependant pas fait part de ses observations.
5. Selon la source, David John Carmos, citoyen des Etats-Unis d'Amérique et évêque de l'Iglesia de los Escénicos, a été arrêté à l'aéroport de Mexico, alors qu'il arrivait du Brésil, par des agents de la police judiciaire fédérale. Il a été jugé pour possession et introduction illégale d'une substance, le MDA, et condamné à une peine de dix années de prison ferme.
6. Toujours selon la source, plusieurs irrégularités se seraient produites, notamment les suivantes : a) les preuves demandées par David John Carmos n'ont pas été produites, b) celles sur lesquelles reposait la mise en accusation étaient des faux fabriqués par la police, c) l'avocat de l'inculpé, qui avait été commis d'office, ne s'est jamais présenté au tribunal, d) l'avocat choisi par l'intéressé n'a pas été autorisé à le représenter en appel, e) l'inculpé n'a pas disposé des services d'un interprète.
7. Dans sa réponse, le Gouvernement se contente d'indiquer que le détenu a été jugé et condamné à une peine de dix ans de prison et à une amende, et ne dit mot de la question des vices de procédure.
8. Le Groupe de travail estime qu'avant de rendre un avis sur le caractère arbitraire ou non de la privation de liberté, il doit déterminer si le cas en question relève de l'une des trois catégories prévues. En ce qui concerne la catégorie I, il est évident que la privation de liberté est fondée sur une base légale, qui est en l'occurrence une décision de justice. En ce qui concerne la catégorie II, il ne fait pas de doute que l'arrestation n'est pas la conséquence de l'exercice légitime des droits de l'homme évoqués dans cette catégorie. A cet égard, la source n'a jamais dit qu'il y avait persécution liée au fait que l'intéressé était évêque de la Iglesia de los Escénicos,

de sorte que le caractère arbitraire qu'elle attribue à la détention ne peut relever de cette catégorie.

9. Resterait la catégorie III. Il convient en premier lieu d'écarter l'allégation b) formulée au paragraphe 6 ci-dessus, car le Groupe de travail n'est pas en mesure, comme il l'a déjà indiqué à diverses reprises, d'évaluer les preuves sur lesquelles se fonde la décision de l'Etat - judiciaire ou extrajudiciaire - de priver de liberté la personne concernée. Il n'y est pas habilité en vertu de la résolution qui l'a créé et n'a pas non plus la possibilité matérielle ou juridique de le faire.

10. Pour ce qui est a) de la non-présentation des preuves demandées par la défense, c) et d) de l'absence d'un défenseur choisi par l'intéressé, et f) de l'absence d'interprète, il y aurait, si ces allégations se vérifiaient, violation grave des normes relatives à la régularité de la procédure consacrées à l'article 14.3 a), b) et d) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

11. Cependant, étant donné que la source n'apporte aucune preuve à l'appui de ses graves accusations et que le Gouvernement n'a fourni dans sa réponse aucune information sur les faits qui lui ont été communiqués en temps opportun, le Groupe de travail n'est pas en mesure de rendre un avis sur les questions susmentionnées.

12. La réponse du Gouvernement a été communiquée à la source, qui n'a pas non plus fourni les preuves nécessaires pour que le Groupe de travail puisse se prononcer.

13. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail décide de maintenir à l'examen le cas de David John Carmos dans l'attente d'informations complémentaires et plus récentes, conformément au paragraphe 14.1 c) de ses méthodes de travail.

Adopté le 18 septembre 1997.

AVIS No 12/1997 (ETHIOPIE)

Communication adressée au Gouvernement éthiopien le 2 août 1996.

Concernant : Mammo Wolde

La République fédérale démocratique d'Ethiopie est Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui, à ce jour, ne lui a cependant pas fait part de ses observations. Le Groupe de travail estime qu'il est en mesure de rendre un avis sur les faits et les circonstances du cas en question, compte tenu des allégations formulées et de la réponse du Gouvernement à leur sujet.
5. Selon la communication, Mammo Wolde, né en 1932, médaillé olympique de marathon et ancien fonctionnaire subalterne de l'administration locale, serait détenu depuis 1992 sans avoir été accusé ni jugé. Il serait l'un des 1 700 anciens fonctionnaires accusés d'avoir participé à un génocide, à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité entre 1974 et 1991 sous le gouvernement du Lieutenant-colonel Mengistu Haile-Mariam, et qui n'auraient pas été formellement accusés ni traduits devant un juge afin d'avoir la possibilité de contester la légalité de leur détention virtuellement illimitée. Selon la source, le nouveau Gouvernement entreprend de poursuivre les accusés. Le Bureau du Procureur spécial prévoirait de juger les détenus selon trois catégories : les "décideurs", les "commandants sur le terrain, tant militaires que civils" et les "auteurs mêmes" d'assassinats, d'actes de torture et autres crimes. Le cas de Mammo Wolde relèverait de la dernière catégorie étant donné qu'il faisait partie d'un groupe de défense de quartier (*kebelle*). Selon l'information reçue, seules les personnes relevant de la première catégorie ont été pour l'instant accusées et jugées. Des centaines de détenus auraient été libérés sur ordre du juge en 1993, en vertu de procédures d'habeas corpus ou de décisions du Procureur spécial, compte tenu des délais fixés par la loi pour les détentions de ce type. La source a indiqué qu'à la fin de 1993, la Chambre d'appel de la Cour suprême avait interdit toute nouvelle procédure d'habeas corpus et décidé que, vu les circonstances particulières et la gravité des crimes commis, les personnes détenues par ordre du Procureur spécial resteraient en prison pour une durée non définie, jusqu'à leur mise en accusation.

6. Dans sa réponse, le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie ne conteste pas les faits rapportés par la source. Selon lui, cependant, le Bureau du Procureur spécial, qui est habilité à enquêter sur les cas de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme qui se sont produits pendant la campagne d'extermination de masse ainsi qu'à engager des poursuites, est en train de conclure l'enquête et se prépare à inculper les suspects détenus, y compris le capitaine Mammo Wolde. Ce dernier devrait comparaître lorsque les tribunaux reprendront leurs travaux après les vacances d'été. Le Gouvernement a ajouté que Mammo Wolde était détenu sur ordre du juge parce qu'il était soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de 14 adolescents à Addis-Abeba au cours de la campagne de "terreur rouge" de 1977-1978 qui a coûté la vie à de nombreux innocents. Il a affirmé avoir conscience de l'obligation qui lui incombait aux plans international et national de veiller à ce que la cause de l'intéressé soit entendue dans les plus brefs délais et de manière équitable et impartiale. Aussi faisait-il tout son possible pour accélérer la procédure de mise en accusation de tous les fonctionnaires détenus de l'ancien régime soupçonnés de génocide, de crime de guerre et/ou de crime contre l'humanité.

7. Le Groupe de travail estime, comme la source elle-même, que même si de nombreux détenus peuvent effectivement être responsables de violations graves des droits de l'homme ou avoir commis personnellement des crimes graves, leur détention prolongée sans procès n'est pas justifiée.

8. Le Groupe de travail note enfin que Mammo Wolde est emprisonné depuis 1992 sans avoir été accusé ni jugé. Il note en outre qu'à ce jour, l'intéressé n'a pas eu la possibilité de contester la légalité de sa détention. Pour le Groupe de travail, il y a là violation du droit de Mammo Wolde à ce que sa cause soit entendue équitablement et cette violation est telle qu'elle confère à sa privation de liberté un caractère arbitraire.

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

La privation de liberté de Mammo Wolde est arbitraire, car elle est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et elle relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

10. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement éthiopien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Adopté le 18 septembre 1997.

AVIS No 13/1977 (TUNISIE)

Communication adressée au Gouvernement tunisien le
1er octobre 1996.

Concernant : M. Khemais Chamari

La Tunisie est Partie au Pacte international relatif aux droits
civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire, conformément aux méthodes de travail qu'il a adoptées, et afin de mener à bien sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance, a transmis au gouvernement concerné la communication susmentionnée dont il a été saisi et qu'il a jugé recevable, concernant un cas de détention présumée arbitraire qui se serait produit dans le pays.
2. Le Groupe de travail note avec appréciation l'information transmise par le Gouvernement sur le cas considéré dans les 90 jours suivant la transmission de la lettre par le Groupe.
3. Le Groupe de travail note également que le gouvernement concerné l'a informé que la personne susmentionnée n'est plus en détention. Elle aurait été libérée le 30 décembre 1996 pour des raisons humanitaires.
4. Après avoir examiné toute l'information dont il dispose et sans préjuger du caractère arbitraire ou non de la détention, le Groupe de travail décide, conformément au paragraphe 14.1 a) de ses méthodes de travail, de classer le cas de Khemais Chamari.

Adopté le 18 septembre 1997.

AVIS No 14/1997 (FEDERATION DE RUSSIE)

Communication adressée au Gouvernement de la Fédération de Russie
le 11 juillet 1996.

Concernant : Aleksandr Nikitin.

La Fédération de Russie est Partie au Pacte international relatif
aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui lui a fait part de ses observations.
5. Selon la communication, Aleksandr Nikitin, 43 ans, officier de marine à la retraite, a été arrêté le 6 février 1996 par les Services de la sécurité fédérale (FSB), à Saint-Pétersbourg. Il aurait été accusé de trahison en vertu de l'article 64 du Code pénal russe qui prévoit que toute personne reconnue coupable de ce délit est passible d'une peine d'emprisonnement de 10 à 15 ans ou, dans certains cas, de la peine capitale. Le FSB aurait empêché M. Nikitin d'avoir accès au conseil de son choix, des "secrets d'Etat" étant en cause. Le 27 mars 1996, la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie aurait jugé cette restriction inconstitutionnelle et depuis cette date M. Nikitin est représenté par un avocat de son choix, Yuri Schmidt.
6. Selon la source, l'arrestation de M. Nikitin et les charges retenues contre lui étaient liées à son travail, qui consistait notamment à établir un rapport sur les dangers liés aux déchets nucléaires dans la Flotte Nord pour le compte d'un groupe non gouvernemental norvégien de défense de l'environnement, la Fondation Bellona. Toujours selon la source, M. Nikitin n'avait fourni à cette fondation que des informations qui avaient déjà été publiées dans les médias russes. En outre, son arrestation s'inscrirait dans une campagne de persécution naissante dirigée contre les défenseurs de l'environnement qui ont des contacts avec la Fondation Bellona en Russie. M. Nikitin serait détenu uniquement au motif de ses recherches et de ses activités légitimes pour le compte de cette fondation.
7. Dans sa réponse, le Gouvernement a affirmé que M. Nikitin était notamment accusé d'avoir livré des informations secrètes et ultra-secrètes qui n'avaient pas été publiées dans la presse et ne se rapportaient pas à l'environnement. Il a également mentionné la décision de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie concernant le droit de M. Nikitin

de retenir les services de l'avocat de son choix. Il a nié l'existence de toute persécution dirigée contre la Fondation Bellona. Enfin, il a fourni au Groupe de travail des détails concernant la procédure, les chefs d'accusation et l'instruction en cours.

8. Dans ses observations, la source conteste la version du Gouvernement, en particulier en ce qui concerne la responsabilité pénale de Nikitin au regard de la loi appliquée dans son cas et de celle que l'accusation et le groupe d'experts ont refusé d'appliquer. Elle a en outre informé le Groupe de travail que M. Nikitin avait été libéré le 14 décembre 1996 dans l'attente de son procès. Elle a ajouté qu'à ce jour la date du procès n'était toujours pas fixée et que les poursuites contre M. Nikitin n'étaient pas abandonnées. De plus, M. Nikitin ne serait pas autorisé à quitter Saint-Pétersbourg avant son procès.

9. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide de maintenir le cas d'Aleksandr Nikitin à l'examen dans l'attente d'un complément d'information qu'il compte recevoir à l'issue du procès.

Adopté le 18 septembre 1997.

AVIS No 15/1997 (BAHREIN)

Communication adressée au Gouvernement bahreïnite le
19 novembre 1996.

Concernant : Maythem Omran Hussain, Ammar Mohammed Ali Mohammed Majeed Al Zaki, Malek Abdallah, Ali Jaffer Mohmmmed Ali, Nour Alhoda Alqttan, Hassan Mohammed Ali, Sayed Adnan Sayed Jalal, Majeed Abdallah, Hussain Al-Sarah, Adel Hassan, Issa Mohammed, Hussain Abdul Aziz, Ahmed Abbas, Ahmed Abdul Nabi Alsari, Sadeq Jaffer, Mahmmoud Abdul Wahed Al-Shehab, Hassan Ma'touq, Basheir Abdallah Fadhel, Hussain Mohammed Ali, Ahmed Ali Abdul Shahid, Ali S. Mahfoudh S. Mohammed, Mahmmoud Mohammed, Mahmmoud Ahmed Dheif, Hashim S. Taj S. Hashim, Hassan Abdallah Mohammed Hussain, Mohammed S. Yousif S. Abdul Wahab, Mortadha Abdul Nabi Dhaif, Hussain S. Ahmed S. Hassan, Mansoor-Al-Qattan, Fadheil Ahmad Muhsin, Jalil Naser et Abbas Hassan Saif.

L'Etat de Bahreïn n'est pas Partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme qui en a précisé et renouvelé le mandat par sa résolution 1997/50. Conformément à ses méthodes de travail, il a transmis la communication susmentionnée au gouvernement concerné.
2. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement de lui avoir communiqué à temps l'information voulue.
3. (Voir le texte du paragraphe 3 de l'avis No 1/1997).
4. Vu les allégations formulées, le Groupe de travail accueille avec satisfaction la coopération du Gouvernement. Il a transmis la réponse de ce dernier à la source qui lui a fait part de ses observations.
5. Selon la communication, les 33 personnes concernées étaient des mineurs arrêtés entre juillet et novembre 1996 en vertu de l'article premier de la loi sur la sécurité de l'Etat de 1974, laquelle prévoirait l'internement administratif sans inculpation ni procès pendant une période allant jusqu'à trois ans. Les mineurs détenus seraient tenus au secret et, en particulier, n'auraient pas accès à leur famille et à des médecins. Selon la source, le risque de torture serait grand. Ces mineurs comprenaient un garçon de 11 ans (Basheir Abdallah Fadhel), deux garçons de 13 ans (Hussain Al-Sarah et Issa Mohammed), deux garçons de 14 ans (Hussain Abdul Aziz et Hussain Mohammed Ali) ainsi que plusieurs autres jeunes âgés de 15 à 18 ans.
6. Dans sa réponse, le Gouvernement a dit des allégations qu'elles étaient "manifestement le produit de la propagande terroriste et devaient être considérées avec la plus extrême prudence". Il a néanmoins fourni quelques détails sur huit des personnes mentionnées dans la communication, à savoir : Ahmed Ali Abdul Shahid, Ali S. Mahfoudh S. Mohammed (16 ans), Mahmmoud Mohammed (18 ans), Mahmmoud Ahmed Dheif, Hashim S. Taj. S. Hashim (18 ans),

Hassan A. Mohammed Hussain (17 ans), Mohammed S.Y.S. Abdul Wahab (17 ans) et Hussain S. Ahmed S. Hassan. Selon lui, ces huit jeunes n'étaient pas détenus arbitrairement et les questions touchant à leur détention, leur procès et leur libération étaient réglées dans le respect des garanties prévues par la loi. Parmi les autres personnes mentionnées, quatre avaient été libérées (leur identité n'était pas indiquée) et il n'existait aucune trace écrite de l'arrestation ou de la détention des 21 autres. Le Gouvernement a également fourni des détails sur les règles applicables au Bahreïn pour la détention d'enfants de moins de 15 ans et décrit sa coopération avec le CICR.

7. Dans ses observations concernant la réponse du Gouvernement, la source mentionne 20 des 33 mineurs concernés. Elle note que ces mineurs, âgés de 11 à 17 ans, ont été arrêtés à l'occasion de manifestations marquant le premier anniversaire d'une grève de la faim entreprise par Sheikh Abdul Amir Al-Jamri, membre du Parlement dissout qui se trouve en prison. Toujours selon la source, ces mineurs n'avaient ni fait preuve de violence ni incité à la violence. En outre, dans sa réponse, le Gouvernement n'a pas clarifié la situation juridique des huit mineurs dont il a admis la détention.

8. Le Groupe de travail note avec regret que le Gouvernement n'a pas répondu à l'allégation concernant la loi sur la sécurité de l'Etat de 1974 en vertu de laquelle les personnes concernées seraient détenues. Il se réfère à une décision qu'il a adoptée précédemment concernant le Bahreïn, la décision 35/1995, et notamment à ses paragraphes 5 à 9 et 12 à 17. Il rappelle qu'il avait alors conclu que l'application de la loi sur la sécurité de l'Etat était susceptible d'entraîner des violations graves du droit à un procès équitable, garanti par les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'application de cette loi est également contraire aux principes 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et, en particulier, au principe 33 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. De plus, le Gouvernement ne fournit aucune information dans sa réponse quant à la situation juridique actuelle des huit personnes dont il confirme la détention; on ne sait donc pas si elles ont été jugées et, dans ce cas, quels ont été les chefs d'accusation retenus contre elles et les sentences qui leur ont été infligées. Il n'identifie pas non plus les quatre personnes qui auraient été libérées.

9. Il ressort de ce qui précède, étant donné que le Gouvernement ne le conteste pas, que les huit personnes dont il reconnaît la détention sont emprisonnées en vertu de la loi de 1974 sur la sécurité de l'Etat. Elles sont privées de tout contact avec leur famille et leurs avocats et les familles n'ont pas été informées des raisons de leur arrestation et de leur détention. Il y a donc violation des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principes 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et 33 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et cette violation est telle qu'elle confère à la privation de liberté un caractère arbitraire.

10. A la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis ci-après :

a) La privation de liberté d'Ahmed Ali Abdul Shahid, Ali S. Mahfoudh S. Mohammed, Mahmmoud Mohammed, Mahmmoud Ahmed Dheif, Hashim S. Taj. S. Hashim, Hassan A. Mohammed Hussain, Mohammed S.Y.S. Abdul Wahab et Hussain S. Ahmed S. Hassan est arbitraire, car elle est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19 et 33 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et elle relève de la catégorie III des principes applicables pour l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

b) Le Groupe de travail garde à l'examen les cas des 25 autres personnes concernées en attendant un complément d'information, conformément au paragraphe 14.1 c) de ses méthodes de travail.

11. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation et la rendre conforme aux normes et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il demande en outre au Gouvernement d'étudier la possibilité de modifier la loi afin d'en harmoniser les dispositions avec celles de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres normes internationales pertinentes acceptées par l'Etat du Bahreïn.

Adopté le 19 septembre 1997.
